

Arrêté temporaire n° 16-2024
portant réglementation de la circulation
pour empiètement sur la chaussée sur les voies communales
« Place de la République, Carrer de l'Escola et Carrer de l'Aire d'en Vila »

Monsieur Le Maire de la commune de Saint Marsal

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R110-1 et suivant, R411-5, R411-8, R411-18 et R411-25 à R411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Vu la demande d'arrêté de police de la circulation de la société ECL pour la société ENEDIS du 10 juin 2024

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1

Dans le cadre des travaux aéro souterrains – alim BT C5 DUCROUX, la circulation et le stationnement seront interdits sur la voie communale « aire de camping-car » et un empiètement sur chaussée sera effectué sur les voies communales « Place de la République, Carrer de l'Escola et Carrer de l'Aire d'en Vila ». Cette réglementation sera applicable du 08 juillet 2024 au 27 juillet 2024, date prévisionnelle de fin de travaux.

Article 2

La circulation à l'approche et sur la zone de travaux sera soumise aux restrictions suivantes :

- Défense de stationner
- Vitesse limitée à 10 km/h
- Circulation alternée manuellement

Article 4

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise Altitude Infrastructure Construction. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

Article 5

Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- mise en place de barrières de chantier
- mise en place de piquets avec rubalise
- stationnement de véhicules de chantier

Article 6

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Le Maire, l'entreprise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté

Fait à Saint Marsal, le 13 juin 2024

Le Maire

Guy METIVIER

